

# Communiqué



*Table de concertation  
des groupes de femmes  
du Saguenay-Lac-St-Jean*

---

**Pour publication immédiate**

## **LES FEMMES DE LA RÉGION SE PRONOCENT; PAS D'AUTRES C-484**

Saguenay-Lac-St-Jean, 22 septembre 2008;

Le Conseil Central des Syndicats Nationaux du Saguenay-Lac-St-Jean-CSN, de concert avec RÉCIF 02, la Table de concertation des groupes de femmes du Saguenay-Lac-St-Jean qui regroupe 26 groupes de femmes de la région, dit «NON, pas d'autres projet de loi c-484 » et demande aux candidats conservateurs Jean-Pierre Blackburn et Denis Lebel de s'engager, cette fois-ci, à voter contre un tel projet dans l'avenir.

Un tel projet de loi, qui vise de façon détournée à interdire l'avortement, aurait pour effet de modifier le Code criminel et ferait reconnaître comme une infraction le fait de blesser ou de causer la mort d'un enfant non encore né, donc du fœtus. À l'heure actuelle, la définition d'un être humain se lit comme suit : « Un enfant devient un être humain que lorsqu'il est complètement sorti, vivant, du sein de sa mère ». L'adoption d'un tel projet aurait pour effet d'ouvrir une brèche pour modifier cette définition et ainsi donner un statut juridique au fœtus, ce qui risquerait également de mener vers la recriminalisation de l'avortement.

Rien n'empêche que des projets de lois ayant les mêmes intentions soient à nouveau déposés lors de la reprise des travaux en chambre. Dans l'optique d'un gouvernement majoritaire conservateur, nous souhaitons un engagement de la part de Messieurs Lebel et Blackburn à voter contre ce type de projet de loi qui mettent en péril les droits des femmes qui demeurent encore des acquis encore fragiles.

C'est pourquoi le **Dimanche 28 septembre prochain à 10H**, en coalition avec Récif 02 et les regroupements de femmes, le Conseil Central des Syndicats Nationaux du Saguenay-Lac-St-Jean-CSN ainsi que ses 165 syndicats, déposeront au Ministre Jean-Pierre Blackburn des cartes postales disant; « Non à la loi C-484, on ne joue pas avec le droit des femmes! ».

C'est aussi une invitation pour les citoyennes et les citoyens à venir en grand nombre afin de signifier au Ministre Blackburn que de tels projets de loi ne vont pas dans le sens des intérêts des femmes de la région.